

C/PER 000 LOCAL

Monsieur Prosper BAZABANA a été mis à ma disposition comme chauffeur durant ma mission au Congo, de Janvier à Avril 1963. Il est sérieux et travailleur et c'est un chauffeur accompli. J'ai tout lieu de me louer de ses services qui ont été à tous les points de vue satisfaisants.

Leopoldville, le 13 Avril 1963.

  
F.T. Liu

Conseiller politique principal  
de L'Opération des Nations Unies  
au Congo



C/PER 000 Local

24 mars 1963

Monsieur,

J'accuse réception de votre lettre du 28 février par laquelle vous demandez qu'un employé de l'ONUC à Kamina, M. Tshimuanga Zacharie, soit licencié de son poste et envoyé à Luluabourg pour comparaître devant le tribunal de cette ville.

Bien que nous regrettons vos difficultés personnelles, nous n'estimons pas justifié, compte tenu des renseignements que nous possédons, de licencier ce membre de notre personnel. D'autre part, l'ONUC n'a pas juridiction pour l'amener devant le tribunal de Luluabourg.

J'espère qu'entretiens vous aurez pu régler vos problèmes à l'amiable, et je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

pour le Conseiller juridique

Mary W. Robertson

Monsieur Martin TSHILUMBA  
c/o Bureau Central Radio (B.C.R.)  
Télécommunications  
LEOPOLDVILLE

~  
[ Mr. Taff dictated sense of this letter before departing  
for Eville 19 March - mr ]



C/PER 000 LOCAL

Elisabethville

22 March 1963

TO: Mr. Z. Marcella, Office of Officer in Charge, Leopoldville

FROM: Charles Taff, Legal Adviser, Elisabethville

SUBJECT: Designation of beneficiary - locally recruited staff

..... I am transmitting herewith for your action Miss Gray's memorandum to myself of 7 March 1963 with attachments, requesting the legal opinion as to forms to be executed by<sup>a</sup> locally recruited staff member with respect to the transfer upon his death of money owing by ONUC. As Miss Lorenzo has done some work on this subject at my request, you might wish to consult with her as to the points raised by Miss Gray in her memorandum.



Jean Pascal Bobena  
127 rue de Lukwila  
LEOPOLDVILLE/Lemba

C/PER 000 LOCAL

Léopoldville, le 20 Mars 1963

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION  
à Monsieur R.K.A. Gardiner  
Chargé de l'Opération des Nations Unies  
au Congo à

LEOPOLDVILLE

Objet: Recours

Je me permets de solliciter votre intervention directe auprès de Monsieur R.K.A. GARDINER fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo où à Mademoiselle Nancy Gray Chef du Personnel Civil cause de ce que Monsieur MacDougall du service Procurement de l'ONUC a faussement souillé mon dossier, et je suis licencié pour les mauvaises remarques formulées à mon endroit et qui ne me semblent pas méritées.

Veuillez noter que je suis engagé au sein de l'ONUC depuis le 16 septembre 1960 marié et Père de 6 enfants. Mon engagement fut effectué avec le titre de clerc Opérateur Comptable. Ma conduite a toujours été bonne comme elle en est maintenant. Preuve en est, la lettre n°1527/LOC/PER du 18 Juillet 1962 par laquelle une promotion me fut octroyée.

Dès l'arrivée de Monsieur MacDougall au mois d'août 1962 au Congo, il me disait qu'il était Administrateur en Afrique du Sud puis au Congo durant 30 ans. Une semaine après avoir compris le mouvement du service Procurement et une fois que je suis arrivé en retard mon dossier commença à être souillé par des accusations injustes par un prétexte incensé d'insubordination car, cet insubordination ne se traduit que par des petits retard rares que je me rends au travail.

Partant du même principe, je n'ai aucune souvenance d'avoir été insubordonné vis-à-vis de mes Chefs de section. Attitude passive au travail, lui même Monsieur MacDougall ne donnait que peu de travail donc peu de responsabilité cela ne constitue pas un manque de désir de travailler au sein de l'ONUC.

Incroyable, mais vrai. Vous n'ignorez pas les difficultés que nous rencontrons pour gagner un bus afin de venir au travail à temps. Je pense que le Comité de Coplonuc a entrepris et continue à entreprendre de s'entretenir avec le Chef du Personnel de l'ONUC pour améliorer cette situation d'avoir des Bus de service à l'égard des Congolais où l'indemnité pouvant répondre à cela.

...../.....



Pour votre gouverne, je vous fais comprendre que lorsque je commençais à constater les ennuis de Monsieur MacDougall, je n'ai pas manqué d'aller toucher Monsieur Yammin Chef du Personnel Local cause de sa lettre n°2444/ Loc/Pers du 10 décembre 1962 et de son tour, il m'avait répondu qu'il me l'avait adressée tout simplement pour la bonne forme en vue de satisfaire le rapport de Monsieur MacDougall. Monsieur Yammin avait ajouté qu'il connaît les difficultés que nous avons pour le transport qui nous cause des retards et que ceci, sera amélioré sous peu parce que l'ONUC est en train d'étudier l'histoire des bus de son personnel local Congolais car, l'ONUC est ici pour aider les Congolais.

Au moment que Monsieur MacDougall était parti en congé, je suis resté en bon terme avec d'autres membres du bureau tant international que local; alors dès son retour de congé, j'ai vu que l'attitude commence à changer parce que si j'arrive en retard de 5 minutes, il me coupe une demie journée d'absence et fait de rapport au Chef du Personnel civil Mademoiselle Nancy Gray pour que je sois licencié. Un certain Monsieur qui est un international et qui travaille au service Administratif du même service Procurement me signalait un jour lorsque cet ennemi faisait un rapport contre moi, l'intéressé me conseillait de faire attention à cet ennemi qui est Monsieur MacDougall puisqu'il ne m'aime pas et, il est trop nerveux.

Je m'étonne de voir qu'au moment que j'ai demandé mon déplacement suite aux ennuis de Monsieur MacDougall Monsieur Yammin Chef du Personnel Local m'a caressé puis dicté par un faux rapport de Monsieur MacDougall que je ne connais même pas, serait attendu avec l'intéressé et pour me causer soudainement un licenciement parce qu'il connaît aussi la nervosité d'un autre mercenaire Français il s'agit de Monsieur Roger qui travaille au service Mail Opération à la Chanic, m'a brusquement convoqué et m'a muté pour y aller travailler.

Arrivé à la Chanic, le Mercenaire Roger qui est là m'avait signalé que Monsieur Yammin du Personnel Local lui aurait informé de me surveiller sévèrement pour que si j'arrive un fois en retard qu'il me renvoie au bureau du Personnel chez Monsieur Yammin pour que je sois licencié.

C'est sans doute parce qu'il y a un complot ou une cabale montée contre moi. Comment cela se fait aussi que l'ONUC est ici au Congo pour nous aider que ses dirigeants commencent à jouer des pareilles drôles manoeuvre??????????????

#### UN PROVERBE CHINOIS

Le tact fait respecter les formes qu'un esprit médiocre seul peut mépriser. On peut dire que plus une société est avancée en civilisation, plus les formes y sont respectées comme des barrières salutaires dans l'antagonisme inévitable que l'incompatibilité du caractère et des principes fait naître. La politesse n'est point un mensonge, elle ne fait que rappeler à la justice et à la modération intérieure qui devraient nous guider. Ce n'est qu'en mauvaise compagnie qu'on crie pour se faire entendre.

...../.....



3 page

Dans l'espoir que cette de haut jugement rencontrera votre intervention auprès de R.K.A. GARDINER ou à Mademoiselle Nancy Gray pour que je sois repris à mes fonctions, je vous prie, Cher Monsieur Excellence l'hommage de mon profond respect.

Jean Pascal Ponce.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'JP Ponce', written over the typed name.



→ file copy

13 March 1963

To: Nancy A. Gray, Chief of Civilian Personnel  
From: Z.F. Marcella, Legal Adviser, Office of the Officer-in-Charge  
Subject: Draft Administrative Circular on Social Security

Reference is made to your memo of 27/2/63 on the above subject.

L non -  
1. Your question 1: The answer to this question is in the affirmative. The exemption of Article 29 (a) of the Status Agreement applies to all locally recruited/Congolese nationals employed by ONUC with regard to their services rendered to ONUC, whether or not they are residents of the Congo. The provision of Article 29 (a) forms part of an international agreement, therefore of international law, and as such prevails over and supersedes Articles 2 and 3 of the Decree Law of 29 June 1961 to the extent that the latter provisions are inconsistent with it, in particular since the Agreement was signed after the date of the coming into force of the Decree Law.

2. Your question 2: The answer to this question is also in the affirmative. The exclusion of the transportation allowance from the amount of the worker's total earnings for the purpose of assessing the "cotisation" is in conformity with para. (1) b), 3 of the "Barème des Cotisations Personnelles", and Chapter 3, para. 21, sub-para. 3 of the "Dispositions applicables à partir du 1er juillet 1961". The rationale of this exclusion is explained in sub-para. 3 of para. 21 of the "Dispositions . . .", namely that the allowance is not deemed to be a remuneration for services rendered, but an "avantage accordé exclusivement en vue de faciliter au travailleur l'accomplissement de ses fonctions." It goes without saying that the value of transportation furnished to staff members "in kind" should equally be excluded from the amount of remuneration for this purpose. This may seem self-evident, but I nevertheless consider it useful to mention this point in view of sub-para. 2 of para. 21 of the "Dispositions . . ." which includes "la valeur des avantages en nature" in the remuneration for the purpose of assessing the "cotisation". However, it appears

./.



"This Administrative Instruction cancels and supersedes all terms and provisions of Article XXIII of the Staff Rules for Locally Recruited Personnel (Administrative Circular No. 164) which are inconsistent with it."

However, the above text would have the disadvantage of staff members having to refer to two different Administrative circulars and it may not be easy for all concerned to determine which provisions of the first circular have been superseded by the second and which continue to be in force, and with regard to which category of local personnel. It would therefore seem preferable to delete para. 10 altogether and add to the circular a new para. 1 providing as follows (the present paras. 1-9 to be re-numbered accordingly):

1) Article XXIII of the Staff Rules for Locally Recruited Personnel in its present form applies to all locally recruited personnel regardless of their nationality. This article is hereby amended, effective upon the issuance of the present Administrative circular, with a view to limiting its applicability to locally recruited personnel of non-Congolese nationality, locally recruited Congolese nationals being governed by the applicable provisions of the Congolese social security laws. Accordingly the following is added as a new para. 5 to Article XXIII of the Staff Rules for Locally Recruited Personnel:

"5. The provisions of this Article shall apply to locally recruited personnel of non-Congolese nationality. Locally recruited personnel of Congolese nationality shall be governed by the applicable provisions of the Congolese social security laws".

The only reservation one might have with regard to the text immediately above is that it would introduce in the Local Staff Rules themselves a distinction between Congolese and non-Congolese local recruits. But, however inelegant such a distinction might appear to be, it is legally sound in view of the provision of Article 29 (a) of the Status Agreement.

*The attachments to your memorandum of 27/2/63 are returned herewith.*

*ARM 13/3*

*cc. Mr. R. Polgar*



clearly from the following sub-paragraph that transportation furnished by the employer is not considered an "avantage en nature" for this purpose. Any other conclusion would cause a discrimination to exist as between staff members who receive a transportation allowance in cash and others who are allowed to use ONUC transportation.

The practice followed by the Finance Office and the relevant rule contained in para. 6 of the draft Administrative Circular is, therefore, logical and in conformity with the local law.

3) I believe, however, that para. 10 of the draft Administrative circular should be amended or, alternatively, deleted and replaced by a provision on the lines indicated below. This modification appears necessary as the new Administrative circular, in my opinion, does not cancel and supersede the provisions of Article XXIII of the Local Staff Rules insofar as they apply to non-Congolese locally recruited personnel. As pointed out earlier, this category of personnel is not subject to Congolese law in respect of social security provisions as regards their services to ONUC (Article 29 (a) Status Agreement) and the draft circular does not give any substantive provisions with respect to these employees (such as definition of general conditions of entitlement, limitations and exclusion of benefits) which could be deemed to replace or supersede the corresponding provisions of Article XXIII. In respect of the non-Congolese local employees the draft circular states in para. 9 that a private insurance company is responsible for them and further mentions certain details of the procedures which are to be followed with respect to them. However, the terms and conditions of the insurance policy cannot, in my opinion, affect, much less supersede the provisions of Article XXIII which define the staff member's entitlements under the pertinent circumstances and form part of his contract with ONUC. The insurance contract is an internal arrangement between ONUC and the insurance company for covering ONUC's financial liability under Article XXIII of the Local Staff Rules, the provisions of which, failing any provisions to the contrary in the new Administrative circular, continue to be the basis for ONUC's liability towards these employees. Neither could the procedures specified in para. 9 of the draft circular be deemed to supersede the provisions of Article XXIII, as these procedures are - or ought to be - similarly designed to implement the provisions of Article XXIII with a view to discharging ONUC's obligations under that article.

One possible solution would be to amend para. 10 of the draft Administrative circular as follows:

./.



KABALA Adrien Roger  
Traducteur-Radio Assistant  
ONUC-OPI  
Léopoldville.

Léopoldville, le II mars 1963

C/PER000 Local  
J

A Monsieur Robert Gardiner  
Chargé de Mission de l'ONUC  
HQ Léopoldville.-

Monsieur le Chargé de Mission,

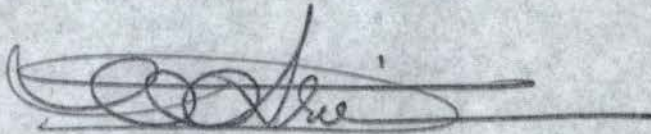
C'est pour la troisième fois que, Monsieur PATTI chef de la main-d'oeuvre locale section des finances se permet sans employer aucune formule du savoir-vivre et du respect envers ses collaborateurs Congolais, continue à proférer les injures publiques contre moi.

Pour cette fois-ci, revenant d'Elisabethville où j'étais en Mission, j'étais chercher comme il est recommandé, les formulaires en vue d'obtenir mes allocations de déplacement. Monsieur PATTI sans que je m'adresse à lui, il a demandé à son commis qu'il faut dire à ce couillon de dégager le bureau.

J'attire votre sérieuse attention, Monsieur le Chargé de Mission sur le fait que, si Monsieur PATTI ne veut pas cesser de se conduire de cette façon envers les Congolais en général et envers moi en particulier, je répondrai à l'injure par injure.

C'est fort curieux qu'un membre des Nations Unies malgré sa nationalité puisse se considérer comme un être le plus cher et le plus haut placé sans aucune réserve envers les autres.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.



A.R. KABALA

c.c. à M. ET. Liu Conseiller politique.  
c.c. à M. TWIGT, chef Administratif  
c.c. au chef du Personnel.  
c.c. à M. PATTI.



*C/020-000(1) Mr Liu*  
MEMORANDUM FOR THE FILES. *file*  
*W.S. Callanans*

6 March 1963

On Monday 4 March Mr. Liu called me to say that Mr. Bomboko had requested ONUC to furnish 5 interpreters for a forthcoming series of conferences to be held between the Congolese government and representatives of the government of Nigeria headed by Mr. ~~Wachuku~~ Wachuku. It was agreed that I would be available and that we would try to find others who might be made available in the absence of interpreters on the staff of ONUC. Later that day a personnel officer of the Civilian personnel department called me and said that the Congolese government had requested 8 (not 5) interpreters.

On Tuesday 5 March I was requested to be in Mr. Liu's office at 8:30 AM. I met there with Mr. R. Kaminke and Mr. N. Wasser who also were going to serve as interpreters for the conference. We were instructed by Mr Liu to proceed to the ministry of Foreign Affairs, which we did, arriving there at 9 AM.

We were met by Mr. Matiti and asked to wait in a separate office. The Nigerians arrived and there was a meeting that we were not asked to attend. The meeting lasted about a half hour, and at the end of it we were advised that there would be 8 committees, but that two of them - the Political Committee and the Committee on Telecommunications would not need interpreters. It was agreed that Mr. Kaminker would serve on the committee for Education and Cultural Affairs, Mr. Wasser would be on the Communications and Transport committee and that I would serve on the Economic and Financial committee. Mr. Kaminker's committee was to meet immediately and the other committees were to meet the next day at 9 AM in the OTRACO building. It was agreed that Mr. Wasser would come over to my office in the morning at 8:30 and we would drive together in my car to the OTRACO building.

Mr. Wasser did not show up in the morning, but Mr. Kenneth Wright drove up to my office just as I was about to leave. He told me that the Civilian Personnel department had called him and asked him to meet me at my office at 8:30. We drove to the OTRACO building, arriving there at about 8:45 AM.

We were asked to wait in a conference room and waited there until about 9:30 when the Nigerians and some of the Congolese arrived. There was some delay, the Congolese saying that some of their colleagues had gone mistakenly to the Foreign Affairs ministry and were now on their way to the OTRACO building. They arrived at about 10 AM and then all of the Congolese left the room without explanation. After a half an hour's wait, the Nigerian representative, Mr. O.A. Osibogun, asked me to find out when the meeting would start. I looked out of the door and saw the Congolese conferring outside the room. At about 10:35 they came in headed by Mr. Dericoyard. Mr. Dericoyard first asked who we were. I said we were interpreters sent by ONUC at the request of the government. Mr. Dericoyard speaking first French and then in English said that we were there merely to repeat what the representatives of the two governments said and that we were not there to in any way direct the meeting or make any suggestions or give any advice. Mr. OSIBOGUN said that he understood this. Speaking in French, Mr. Derocoyard then said that Mr. Wachuku had expressly requested that no white men be present at the meetings that should be



conducted only by Africans with no one else present. He added that since we (Mr. Wright and Myself) were there, there could be no meeting this morning and that the meeting would take place this afternoon. Mr. Osibogun asked at what time, and the answer was at 3 PM. Mr. Osibogun asked if interpreters would be made available. Mr. Dericoyard said that they would furnish interpreters in the afternoon, but that they could not do so now and that was the reason the meeting was being put off to this afternoon.

We left at about 10:45 and I returned to the Royal where I told Mr. Liu briefly what had happened. I called Kaminker's office to find out how he had fared, but was told that he was out of the office.

A.B. Tatistcheff



C/PER 000 LOCAL

Leopoldville le 28 Février 1963. -

Transmis copie pour informier à Monsieur:  
le Représentant Civil de l'ONUC à KAMINA-BASE.

A Monsieur le Représentant Légal de l'ONU au  
CONGO de et LEPOLDVILLE.

Monsieur le Représentant Légal ,

Je me vois très désolé de recourir une fois auprès de  
votre haute autorité solliciter un licenciement en charge de TSHIMUANGA Za-  
charie 1er Sergent Policier de l'ONU à la Base de Kamina , PERTURBATEUR de  
l'ordre d'état civil congolais.

Lors de ma mutation de service de Luluabourg à Léopoldville soit le  
26/1/63, mon beau Père TSHIMUANGA Zacharie m'était arrivé brusquement le  
25/1/63 vers 18 heures supprimer contrairement notre ménage , prendre  
par force sa fille LUMBA Jeanne , ma femme, que cette dernière laissant un  
petit bébé de 6 mois que j'ai fait avec elle et partir à Kamina avec son  
père le même jour.

Cependant, mon beau père TSHIMUANGA déclarant qu'il était ordonné  
par l'ONU de Kamina de venir subitement prendre sa fille sans passer par le  
Tribunal de la VILLE de Luluabourg seul compétent pour rétrancher cette an-  
omalie. Dorénavant , selon la loi coutumière Congolaise notamment Kasaine  
cette affaire devrait passer <sup>par</sup> le Tribunal de la VILLE de Luluabourg où nous  
serions nous tous jugés à la compétence de la loi. Il est de mon grand étonne-  
ment de voir l'ONU de Kamina ordonner indûment des congés à son personnel  
permettant de venir troubler l'ordre public dans les autres localités.

En effet, je vous serais très reconnaissant de vouloir bien LICENCIER  
et DIRIGER sur Luluabourg Monsieur TSHIMUANGA Zacharie accompagné de toute  
sa fille avec sa fille LUMBA Jeanne où nous nous comparaitrons devant le  
Tribunal du Parquet de Luluabourg.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant Légal, l'assura-  
nce de ma haute considération distinguée.

Martin TSHILUMBA  
Fonctionnaire c/o Bureau Central RADIO (B.C.R.)  
Télécommunications à Léopoldville.







BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

INTER-OFFICE MEMORANDUM

27 February 1963

TO: Mr. C. Taff, Special Legal Adviser  
FROM: Nancy Gray, Chief of Civilian Personnel  
SUBJECT: Draft Administrative Instruction on Social Security

... After checking the attached draft text of an Administrative Instruction on the procedures to be followed regarding the Social Security system of the Congolese Government, Mr. Polgar has asked me to submit the following questions to you for clearance.

1. Articles 2 and 3 of the Decree Law of 29 June 1961 state:

"Le projet assujettit obligatoirement tous les travailleurs soumis à la réglementation relative aux contrats de louage de service y compris les étrangers..."

However, the agreement between the United Nations and the Republic of the Congo, of November 1961 states in paragraph 29(a) ".....the officials and employees of the United Nations Organization in the Congo who are not Congolese nationals are exempted from the provisions of the Social Security in force in the Congo, as regards services rendered to the United Nations."

In view of the inclusion of foreigners under the Decree Law, would you consider local staff members who are non-nationals but who are residents of the Congo, exempted from the provisions of Social Security under the terms of the Agreement?

2. In paragraph 6 of the draft UN Administrative Instruction, for purposes of calculating the remuneration, the transport allowance of C.Fs.400 per month has been omitted. This allowance is paid to those staff members in Leopoldville only who do not enjoy the facilities of being allowed to use ONUC transportation.

Can this benefit be excluded from the remuneration under X Para (1) b), 3 of the Barème des Cotisations Personnelles, which states: Ne sont pas prises en considération pour le calcul des cotisations..... 3) les frais de voyage ainsi que les avantages accordés exclusivement en vue de faciliter au travailleur l'accomplissement de ses fonctions,

(See also text of "Dispositions applicables à partir du 1er juillet 1961" - Chapter 3 - Paragraph 21 - which defines remuneration).

.../...



The present practice of the Finance Office is not to add the transport allowance to the remuneration, on the basis that it is not an established allowance, payable to local staff throughout the Congo, but an advantage given to a section of the Leopoldville staff who do not have transportation facilities given them by ONUC.

cc: Mr. R. Polgar



C/Perm (Local)

Copy sent  
1/15/63  
Cacouris  
13/4

23 February 1963

TO : Miss Nancy GRAY,  
Chief of Civilian Personnel

FROM : Charles TAFF,  
Special Legal Adviser

SUBJECT : Social Security - Locally-recruited personnel.

1. In your memorandum of 18 February 1963 on the above entitled subject, you inquired whether there was any legal or other objections to ONUC's complying with the provisional regulation of the Institut national de Sécurité sociale that employers in North Katanga may lawfully make payment of social security assessments to its Leopoldville Office.
2. Under the terms of Decree No. 2/61 of 16 August 1961, it is provided : "Le versement (that is of the Social Security assessments -c.t.) est effectué au siège de l'Institut désigné par celui-ci" - Chapter 26, Article 25 - Inasmuch as the regulations of the Institut, as set forth in its letter to Mr. Twigt of 12 February constitutes a valid designation of the Leopoldville Office for the purpose of collecting assessments from North Katanga employees, I see no legal objection to ONUC's complying with its terms.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

INTER-OFFICE MEMORANDUM

18 February 1963

TO: Mr. C. Taff, Special Legal Adviser

FROM: Nancy Gray, Chief of Civilian Personnel *Nancy Gray*

SUBJECT: Social Security - locally-recruited personnel

In accordance with the local law, locally-recruited national personnel must be covered under the Social Security scheme (Decree Law of 29 June 1961). According to the provisions of this law and the ensuing regulations, contributions to the Social Security scheme are made by the employer and the employee to the respective provincial office of the Institute of Social Security.

Accordingly contributions were made by the various offices of the U.N. throughout the Congo except Albertville, Kamina and Elisabethville. In Albertville and Kamina no branch of the Social Security Institute has been functioning due to the political situation. A provisional arrangement has been made by our office in Albertville whereby contributions were held in a special account within the U.N. pending a final solution.

... In this connection we have now received a letter from the Social Security Institute, copy of which is attached, whereby they request that all employers in the North Katanga <sup>area</sup> make payment of the contributions to the scheme to the original office in Leopoldville.

It will be appreciated if you will let us know whether there would be any legal or other objection to complying with their request.



C O P I E

C.CH/ARLH.  
INSTITUT NATIONAL  
DE SECURITE SOCIALE

Léopoldville, le 12 Fev. 1963

B.P. 8855  
Adr. Tél: INSS

Réf: DIR/AG/85/63

Monsieur BEN TWIGT  
Chef des Services Administratifs  
O N U C  
B.P. 7.248  
LEOPOLDVILLE  
Aux bons soins de Mr. E. CACOURIS  
Chambre 162 - Le Royal  
Léopoldville/Kalina.

Monsieur,

J'ai l'honneur de me référer à l'entretien que nous avons eu la semaine dernière et vous confirme qu'à titre provisoire et en attendant la normalisation de la situation au Katanga, les dispositions suivantes ont été mises en oeuvre en matière de perception des cotisations de sécurité sociale.

1. - Les employeurs du Nord Katanga peuvent se libérer de leurs obligations en accomplissant à l'Agence de Léopoldville les formalités qui leur incombent en matière de sécurité sociale. Il s'agit essentiellement de l'envoi des déclarations de versement des cotisations et de leurs annexes ainsi que des déclarations d'affiliation des travailleurs.
2. - Les sommes dues peuvent être versées au C.C.P. B.0930 de l'Institut National de Sécurité Sociale à Léopoldville. Ce compte ne pouvant être alimenté que par des paiements effectués par les employeurs du Nord Katanga.
3. - Aucune date de prise d'effet de ces dispositions n'a été fixée, les employeurs ont donc la faculté de régulariser leur situation même pour des périodes antérieures à la création de la province du Nord-Katanga.

J'ose espérer que ces renseignements compléteront votre documentation.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE CHEF D'AGENCE

V. LAROCK





C/PER 000 LOCAL  
DISTRICT COMMISSIONER'S OFFICE.

P.O. BOX 5,

KABALE,

KIGEZI, UGANDA.

14th February, 1963.

IN ANY CORRESPONDENCE ON  
THIS SUBJECT PLEASE QUOTE NO. C. ADG. 2.

Charles Taff, Esq.,  
Legal Adviser,  
O.N.U.C.,  
Leopoldville.

Estate of the Late Stanley Sebacuzi

Following enquiries made by myself regarding the estate of Mr. Stanley Sebacuzi, I recently received a message from O.N.U.C. Goma stating that, in accordance with beneficiary instructions left by Mr. Sebacuzi, the sum of 471 dollars and 53 cents was sent to James Sebacuzi, c/o Mr. Francis Kalimuzo. Mr. Kalimuzo returned the cheque to the United Nations, Leopoldville, with a request that the money should be applied to the education of James Sebacuzi, the deceased's son. I was asked whether I was in a position to give disposal instructions. I have contacted Mr. Kalimuzo on this matter, who has informed me that at a meeting of elders James Sebacuzi was recognised as the legal heir to the estate of his father and that Mr. Kalimuzo was appointed his guardian. Mr. Kalimuzo informs me that he returned the cheque because at the time of its receipt he had no authority to receive money on behalf of James Sebacuzi. He has now authorised me, as District Commissioner Kigezi, to open a trust account in the name of James Sebacuzi at the post office in Kabale, Kigezi District, the money to be applied to the education of James Sebacuzi. If, therefore, you will make the sum involved payable to me as District Commissioner, Kigezi, I will arrange for this trust account to be opened.

DISTRICT COMMISSIONER  
Kigezi.

Copied to:-

F. Kalimuzo, Esq., Permanent Secretary,  
Office of the Prime Minister,  
P.O. Box 5,  
Entebbe.



Goma le, 12 Février 1963

*C Per m Local*  
*ff*

C.P.I. à Messieurs, :

✓ Son Excellence Monsieur CARDINER  
Chef des Opérations Onuc Civiles  
au Congo à LEOPOLDVILLE.

Le Comptable Général Onuc à LEOPOLDVILLE

L'Administrateur Civil Onuc à G O M A.-

A Son Excellence Monsieur Caviola  
Chef des Opérations Civiles Onuc au Kivu

à

B U K A V U.-

Excellence,

Comme suite à mes lettres des 17, 20 octobre et 15 décembre, adressées respectivement à Mrs. L'Administrateur et Comptable Onuc à Goma, j'ai le respect de vous demander de bien vouloir prendre en considération le contenu de la présente:

Il s'agit des réclamations sur mes appointements, eu égard au règlement émis par le statut du personnel local.-

Ayant terminé une année de service le premier octobre de l'année passée, je ne me suis pas vu augmenter mon traitement comme d'usage pour tout le monde, et ce malgré une réclamation dorénavant faite.-

Je ne crois cependant pas que vous ayez appris que peu avant la fin du mois d'octobre, vers le 3 juillet 62, j'ai eu un accident de travail dans lequel j'ai trouvé une grave fracture de bras.- Je m'attendais à être indemnisé pour pouvoir affronter les frais d'hospitalisation, mais trouvant très longue cette attente, je me suis décidé de payer moi-même, quitte à me faire rembourser après la guérison.- Mais hélas, voici qu'à présent le bureau du comptable fait sourde oreille et ne veut rien payer.- Cependant je lui ai remis mon film de radio ainsi que la quittance d'un montant de 1230 FC( je dis mille deux cent trente francs)

Rien de tout cela ne me sera restitué ni non plus mon congé payé auquel j'ai aussi droit.- Pour ce dernier même si on ne le donne pas je pense qu'on devrait me donner l'équivalent.-

Ainsi dans le respect, je vous écris, Excellence, pour vous demander de bien vouloir intervenir auprès de l'Administration locale, afin que ce qui est à moi me soit rendu car m'est avis qu'à tout cela j'ai droit. Aussi je suis persuadé que vos interventions pourront modifier les choses et je vous en remercie d'avance.-

Veuillez agréer, Excellence, avec mes remerciements, l'assurance de mon plus profond respect.-

KITAHONGERWA. HANGI.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

C/PER 000 Local

CONFIDENTIAL

6 February 1963

To: Mr. F. T. Liu, Political Adviser,  
Office of the Officer-in-Charge

From: R. G. Kaminker, Chief, Administrative Branch,  
General Services Section

Subject: Current Food Crisis in Leopoldville

In confirmation of my telephone call of yesterday and as requested by you, I am putting down hereunder a few thoughts in connection with the present situation in Leopoldville.

1. There is an acute shortage of food in the Congolese markets. This is due, principally, to a lack of ingredients imported from abroad, such as rice, beans, flour, sugar. This shortage has caused a much heavier demand on locally-produced food, such as manioc, ground nuts, bananas of various kinds and maize.

2. Prices have increased at a fantastic rate: some examples follow:

	<u>August 1960</u>	<u>Today</u>
1 glass of rice	2 frs	5 - 7 frs
1 glass of beans	2 frs	10 frs
1 banana	0 fr 50	2 frs
1 chikwangue	2 frs	40 frs up
1 dried fish (12-15" long)	50 frs	200 frs up
1 bag of manioc flour	200 frs	1,500 frs up

3. Bread, the basic price of which has not increased (10 Cfrs per loaf, or 2 Cfrs for a small bread) is in very short supply due to increased demand and shortage of flour. Long lines form at all bakeries and, from personal observation, "white" people get preference from the "white" bakers.

4. It is said that at Mont Gafula, on the Matadi Road about 25 kms from Leopoldville, the Para-Commandoes stop trucks coming to Leopoldville with food from the Thysville/Kisantu area. They seize what they want, and it is said that they pay for what they take.

5. It is a fact that among the Congolese employed by ONUC many are slowing down their work and claim they cannot work on empty stomachs; that their pay, even though it has been increased by 5 to 10 per cent in the lower grades last month, does not at all compensate for the increase in cost of living.

.../



6. The cost of electricity for those who have it has gone up by 20 to 25 per cent last month.

7. The above is compiled from what I hear and see around me, among Congolese employees at ONUC or houseboys, or others whom I meet or work with. One fact is certain, dissatisfaction is growing.

8. In an effort to help, at least, the 1300 to 1400 Congolese who work for ONUC and who see us carrying out of the PX and Commissary our bundles of food, I should like to propose that we begin a kind of commissary for them also. In order, however, not to take from the little available locally, what we would sell there would have to be imported from abroad. It would thus be a case of the UN spending hard currency and getting a return in Congolese francs. But, as long as we do it at the official rate of exchange, I believe there should be no objection.

9. We should limit the items to a few basic necessities which could include:

bread, produced with UN flour by contract with a bakery such as we do for the military,

beans,  
rice,  
sugar,  
powdered milk,  
dried or canned fruit.

This would have to be done with a strict rationing system and with hours and locations arranged so that all our Congolese workers could have access to this.

10. No doubt a certain amount would find its way into the black market, but I believe that generally speaking we would thus render a great service to our workers who probably support more than 15,000 people in all, including many children.

11. In such an enterprise, our prices could certainly be low enough while breaking even or making a small profit.



C / Per on Local

24 January

3

TO : Mr. G.J. Shapirot, Chief, General Services  
FROM : Z.F. Marcella, Legal Adviser  
SUBJECT : Arrest of Mr. SEKO, Gabriel - local employee

... Reference your attached query, I have the following comments:-

1. We should endeavour to obtain more specific information on the charges which have been laid against the employee (under what articles of the Congolese Penal Code):

- a) To make sure that the charges do not relate to any matter falling within the scope of the employee's official duties or to any act performed by him in the exercise of his official functions with ONUC (in such case the local courts would have no jurisdiction and would have to be told so - reference Article 28, ONUC Status Agreement).
- b) For the purpose of any disciplinary action which may have to be taken against the employee (reference Articles XXX, para 1(b), and XXV, paras 5(c), (f) and (g) of ONUC Staff Rules for locally-recruited personnel).

2. For the above purposes it is essential that a representative from Personnel or Security follow the matter up with the Parquet, attend the hearings of the Tribunal and report on the matter to the appropriate ONUC authorities. If it appears necessary, the Congolese authorities should be asked to refrain from questioning the employee on matters relating to the performance of his official duties (reference Article 28, Status Agreement, and Article II, para.1 of ONUC Local Staff Rules). We should be informed of the outcome of the trial to see whether any disciplinary measures against the staff member are called for (see articles of the Local Staff Rules referred to above).

3. I take it that Mr. Seko was in fact arrested on 11 January. I hope that the Congolese Police official who arrested him had asked for, and obtained, proper authorization to enter ONUC premises for this purpose (exercise of jurisdiction, vide Article 24, ONUC Status Agreement) and that he was also asked to show that he was in possession of a "mandat d'arrêt".

cc. Chief, Locally Recruited Staff Unit

... Encl.  
ZFM/mm



OR/3/63  
D/22 Jan 63

OCCURRENCE REPORT

BY

R SOUCY S.I.S.

SUBJECT: ARREST OF SEKO Gabriel, LOCAL EMPLOYEE FINANCE SECTION, BY  
COMMISSAIRE YEMBESI, MATETE POLICE STATION, CONGOLESE POLICE.

1. On the 11 Jan 63, Commissaire YEMBESI, Matete Police Station, Congolese Police, came to the Security Office and stated that he wanted to arrest Mr SEKO Gabriel, Local employee Finance Section, as a charge of fraud had been filed against him.

2. On the 14 Jan 63, I contacted Com YEMBESI, reference Mr SEKO, he informed me that Mr SEKO had been sent to the Parquet to appear before the tribunal.

3. Submitted for your information.

CONCLUDED.

R Soucy - Investigator

DISTRIBUTION

Chief of General Services	- 1
Chief Security Officer	- 1
Chief Local Pers Officer	- 1
File	- 1



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

CONFIDENTIAL

Léopoldville, le 7 novembre 1962

A : Monsieur Robert K. Gardiner, Chef de la Mission ONUC  
De : M. Albert Marx, Chef adjoint des Services Administratifs, sous  
couvert de M. Ben T. Twigt, Chef des Services Administratifs  
Objet : Réponse aux questions posées lors de la réunion du samedi,  
3 novembre, avec la CEPASONUC

Le samedi 3 novembre, dans l'après-midi, le comité directeur de la CEPASONUC a été reçu en audience et au cours de la discussion a soumis, à l'attention du Chef de la Mission au Congo, les points suivants :

1. Accession des Congolais aux postes de responsabilités.
2. Différence de condition d'emploi pour le personnel local entre Congolais et non-Congolais.
3. Selon la CEPASONUC, le personnel non-Congolais aurait reçu une augmentation de salaire, avec effet rétroactif au 1er mars 1962.
4. Certain personnel non-Congolais serait logé par les services de logement de l'ONU et aurait, de plus, accès aux transports ONUC.
5. Augmentation des salaires du personnel recruté localement en raison de l'élévation continue du coût de la vie.

Au cours d'un meeting précédent, en date du lundi, 24 septembre 1962, et qui peut être considéré comme la première réunion officielle avec la CEPASONUC, certaines de ces questions avaient déjà été posées à M. S. Habib Ahmed, alors Chef des Services Administratifs.

Il semble que le comité-directeur de la CEPASONUC n'ait pas été satisfait des réponses qu'il avait obtenues à l'époque puisqu'il a exprimé le besoin de répéter ses questions et qu'entre les deux réunions, il ait de plus consulté oralement plusieurs hauts fonctionnaires des services administratifs leur faisant perdre ainsi un temps précieux.

Quoi qu'il en soit, et après une revision complète des problèmes, les réponses suivantes sont proposées.

1. Accession des Congolais aux postes de responsabilités. M. Ahmed avait manifesté son accord sur ce point, dans la mesure où les Congolais possédaient les connaissances et l'expérience nécessaires. D'ailleurs, en vue de les préparer aux tâches de supervisions, le Service du

./..



Personnel organise, à partir du 20 novembre prochain, un cours de perfectionnement par la méthode du TWI (Training within Industry).

2. Différence de condition d'emploi pour le personnel local entre Congolais et non-Congolais.
3. Selon la CEPASONU, le personnel non-Congolais aurait reçu une augmentation de salaire avec effet rétroactif du 1er mars 1962.

Il semble normal de lier ces deux points qui ne sont en fait que deux aspects du même problème soulevé par CEPASONU, à savoir différence de condition d'emploi entre personnel local Congolais et non-Congolais.

A ce sujet, un fait de toute première importance s'impose, à savoir que le barème des salaires applicable aux agents locaux, qu'ils soient Congolais ou non-Congolais, est le même.

Il se trouve cependant qu'en raison de la situation actuelle marquée par un manque de main d'oeuvre spécialisée parmi le personnel Congolais, que la majorité de ce personnel est employée dans les catégories 1 à 3, alors qu'un nombre assez réduit occupe des emplois dans les catégories 4 à 7.

Il n'y a pas eu non plus d'augmentation de salaire réservée au personnel local non-Congolais, mais attribution d'une indemnité spéciale destinée à faire face à une situation particulière. En effet un des problèmes des non-Congolais est la nécessité où ils se trouvent de transférer à l'étranger en devises fortes une partie des salaires qu'ils reçoivent en Francs Congolais.

La circulaire No 22 du 16 octobre 1961 du Conseil Monétaire de la République du Congo, Institut d'Emission, autorise d'ailleurs un tel transfert. La dévaluation officielle du Franc Congolais, en date du 1er décembre 1961 (le dollar est passé de 50 à 64 FC) n'a changé en rien la situation du personnel local Congolais. En ce qui concerne le personnel local non-Congolais, cette dévaluation correspondait à une diminution de 28% sur les sommes transférées.

Pour compenser cette perte, le Field Operations Service a autorisé la création d'une indemnité spéciale appelée "Indemnité de non-National" dont le montant est de :

45.000 FC par an pour les niveaux 5 - 6 et 7  
20.000 FC par an pour les niveaux 1 à 4.

L'indemnité fut créée par circulaire No 164 Add 3 du 24 avril 1962, qui a effectivement donné lieu à un rappel payé courant mai, avec effet du 1er mars 1962.

Elle est réservée au personnel local non-Congolais et aux conditions précisées ci-dessous.

- i) être recruté localement;
- ii) être non-Congolais;
- iii) ne pas être indigène d'un pays voisin de la République du Congo.



L'appellation "Indemnité de non-National" est certainement peu heureuse, mais il faut rappeler que la pratique d'une indemnité de non-Résident est courant et acceptée par le Comité-Consultatif sur les Questions administratives; Elle correspond d'une part à des frais supplémentaires de logement et de nourriture pour du personnel étranger au pays et a aussi pour but d'attirer un personnel qualifié qu'il serait difficile, voire impossible, de se procurer sur place.

4. Certain personnel non-Congolais serait logé par des services de logement de l'ONUC et aurait de plus accès aux transports ONUC

Il s'agit de deux questions différentes - transport et logement.

i) Le problème du transport

Lors de la réunion du 24 septembre, M. Ahmed avait répondu que les ressources de l'ONUC ne permettraient pas actuellement d'envisager de transporter systématiquement tout le personnel local. Un expert, M. Boskovic, étudiait le problème, mais il était suggéré au comité directeur de CEPASONUC de prendre contact avec les services locaux de transport.

Mais lorsque Mr. Ahmed a précisé qu'il fallait choisir entre

- ou l'accès aux autobus ONUC
- ou l'indemnité de transport de 400 FC par mois

un certain flottement s'est manifesté dans l'attitude des membres du Comité-Directeur de CEPASONUC et l'unanimité n'a pu se faire. Il semble bien que de nombreux membres du personnel local préfèrent l'indemnité de transport qui vient augmenter leur salaire plutôt que l'accès aux autobus ONUC.

Néanmoins, il convient de signaler une infraction à la règle signalée plus haut: 11 katangais perçoivent l'indemnité de transport et sont également munis d'un laissez-passer pour utiliser les bus de l'ONUC. L'un de ceux-ci, M. Ilunga, a d'ailleurs récemment sollicité un laissez-passer supplémentaire pour sa fille.

ii) Le problème du logement.

Aucun Congolais n'en bénéficie car il était supposé que tous étaient déjà logés avant leur recrutement. Mais 37 non-Congolais sont logés par l'ONUC dont 32 Africains -(voir annexe). Le nombre d'Africains logés peut d'ailleurs se comparer favorablement aux 49 membres du personnel international qui bénéficient des mêmes avantages.

5. Augmentation des salaires.

L'enquête entreprise est terminée et un rapport sera présenté prochainement sur ce point.





(Annexe)

Liste du personnel local Non-Congolais logé par l'ONUC

- 1) Personnel pour lequel une déduction est effectuée sur le salaire en compensation du logement.

S. MUSUNGAI	Katanga	M. ASANTE	Ghana
G. KALUBI	"	C.A. DOGBE	"
A. MILAMBO	"	N. KOMAN	"
J. LUKANDA	"	A. KUKUBOR	"
E. TOBAH	Ghana	R. SEBOWA	Uganda
A. BANINI	"	R; BOSSAMBO	Cameroun
C. MINTAH	"	H. CAMPMAS	France
L. KYRIACOU	Grèce	L. PERSBRAATEN	Norvège
GASPARINATOS	Grèce	S; DA COSTA	Portugal

- 2) Personnel pour lequel aucune déduction n'est effectuée à ce jour; le service des finances n'ayant reçu aucune notification de la part du service du logement.

A. KAPANGA	Katanga	M. GOY	Katanga
D. KANTSHIESA	"	M. BUY	"
TSHIMEMGE	"	M. WIMBA	"
KASHALA	"	1) M. BAYA	"
LUBILASCH	"	1) MUKENDI	"
2) ILUNGA	"	1) SERUVUMBA	"
MUTAMBO	"	1) MANGHA FAMME	Cameroun
KAMUNGA	"	N. AKOLI	Togo
TSCHIMANGA	"	MUTEBA	CONGO Brazza
		D. GIKUNDO	Ghana
		<del>1) MANGHA FAMME</del>	<del>Cameroun</del>

- 1) Ne figurent pas comme employés de l'ONUC

- 2) M; Ilunga loge avec 3 femmes et 12 enfants, mais il déclare officiellement posséder 7 enfants - copie jointe -



COPIE

ILUNGA Henri  
TRAFIC Room BE 9

Léo-Kalina, le 17.10.62

Monsieur FULCHERI  
c/o Assistant du Personnel ONUC  
Léopoldville

Monsieur,

Je me permets de rappeler à votre bonne attention suivant notre entretien verbal de ce jour, au sujet de m'octroyer un logement.

Selon votre désir, je vous signale également la composition familiale : je suis père de 7 enfants, leur âge se décomposant comme suit :

2 garçons de 14 à 18 ans  
1 fille de 14 ans  
4 autres moins âgés.

Je vous saurais gré de vouloir bien me dire la suite que vous avez pu y réserver.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Assistant du Personnel, l'assurance de ma considération distinguée.

Votre ILUNGA Henri Ildephonse